

10 Raisons pour lesquelles le Tchad a besoin d'un Dialogue National Inclusif

Juillet 2008

Par N. Losson et Dr D. Adoum, Ph.D.

Secoué par des années d'instabilités, le Tchad continue à être embourbé dans une crise interne dont les effets sont de plus en plus nocifs sur la société Tchadienne et ses pays voisins. La mauvaise gouvernance, la corruption, les violations des droits de l'homme, le changement unilatéral de la constitution et la mauvaise gestion des revenus pétroliers ont fait du Tchad l'un des pays les plus pauvres et les plus corrompus au monde. Ces disfonctionnements sont à l'origine des rébellions à l'Est du pays et continuent à compliquer les efforts de règlements du conflit du Darfour. Les dix raisons suivantes expliquent pourquoi les tchadiens demandent à pouvoir se retrouver autour d'une table afin d'établir un dialogue national inclusif (avec l'opposition armée et non-armée) pour discuter des causes fondamentales de l'instabilité au Tchad et créer un plan viable pour une paix durable :

- 1. Une stratégie de résolution de crise globale:** Seul un processus de paix regroupant tous les acteurs de la crise tchadienne, mené de concert avec la médiation Tchad-Soudan et celui du processus de paix au Soudan, peut résoudre la crise régionale dans toutes ses complexités. Au Tchad, l'approche morcelée n'a jusqu'ici pas abouti. Des affiliations ethniques chevauchant les deux pays ainsi que de profonds liens historiques entre ceux-ci, rendent impossible une résolution séparée de ces deux crises.
- 2. Eliminer les facteurs qui intensifient le conflit:** Sans éliminer les conditions internes et régionales qui aggravent le conflit et sans résoudre les causes fondamentales de l'instabilité au Tchad, la violence continuera à s'intensifier sous l'influence des gouvernements opportunistes qui profitent du mécontentement du peuple pour faire avancer leurs propres intérêts. Quand le Soudan voulait déstabiliser le Tchad, il trouva facilement des rebelles tchadiens.
- 3. Recréer une confiance entre tchadiens:** Vingt-huit ans de gouvernement basé sur l'appartenance tribalo-ethnique a pesé très lourd sur l'harmonie nationale. Victimes d'une politique de « diviser pour mieux régner », les tchadiens sont devenus très méfiants. Un dialogue national inclusif amorcera le processus qui aidera à rétablir la confiance et la capacité de coopération entre tchadiens pour recréer « ensemble » une vision commune d'un Tchad nouveau.
- 4. Créer un environnement propice aux élections libres et transparentes:** Les multiples violations des droits de l'homme et les tactiques oppressives employées par le gouvernement ont créé une atmosphère de peur qui ne peut permettre aux citoyens de voter librement pour le candidat de leur choix. La création et la mise en place de nouveaux mécanismes de contrôle approuvés par « toutes » les composantes de la crise seraient les meilleurs outils de ce contrôle. Ceci éviterait la possibilité « d'achats de consciences », pratique courante et quasi permanente dans les pays dirigés par des dictateurs. Dans la majorité des cas, particulièrement dans les pays

gouvernés par des régimes autocratiques disposant de grosses sommes d'argent, toute l'administration est contrainte d'œuvrer pour le régime en place. Même dans les administrations rurales, les chefs de canton font allégeance au pouvoir et forcent leurs populations à voter pour le candidat au pouvoir. Le niveau de pauvreté, rend extrêmement difficile la résistance à la corruption jusqu'aux plus hauts niveaux de l'administration qui contrôlera ensuite les élections présidentielles de 2011. De plus, le Tchad n'a pas une véritable armée nationale, mais plutôt, une milice ethnique issue du clan du président. Cette milice n'est pas dévouée au pays mais seulement au président. Si des élections ont lieu et un nouveau candidat est désigné, la passation du pouvoir ne pourra se réaliser que si l'armée est capable d'assurer la sécurité et la stabilité de tout le Tchad pendant cette transition.

5. **Distribution impartiale des ressources:** Avec le régime en place contrôlant toutes les ressources du Tchad, le Président Déby peut, durant la campagne des élections de 2011, librement disposer de toutes les ressources financières et matérielles de l'état, lui donnant ainsi un avantage disproportionné par rapport aux moyens disponibles à ses concurrents.
6. **Capacité du gouvernement:** Des élections libres et transparentes ne peuvent pas avoir lieu au Tchad sans un gouvernement de transition, dirigé par un groupe de « technocrates indépendants », qui réorganiserait l'administration, l'armée, et le système judiciaire avec l'aide de nouveaux conseillers administratifs n'ayant aucun liens avec les partis politiques participant aux élections. Une volonté politique doit être présente si des changements réels doivent avoir lieu pour améliorer la gouvernance du Tchad. Pour assurer sa réussite, cette période de transition doit être soutenue par une vaste coalition de tchadiens, ayant pris part dès le début à la création du processus de paix dans le contexte d'une stratégie de paix régionale.
7. **Supervision des Nations Unies:** M. Ban Ki-moon, dans son rapport d'Avril 2008 au Conseil de Sécurité de l'O.N.U au sujet de la MINURCAT (S/2008/215), a remarqué que ni MINURCAT ni l'EUFOR n'ont un mandat idéal pour approcher ce conflit. Il a recommandé que la crise Tchad/Soudan/CAR devait être abordée simultanément dans un effort coordonné qui prend en compte les origines internes de ces conflits et ces aspects régionaux. L'appui technique dans l'organisation d'un dialogue national inclusif et la supervision des Nations Unies durant l'exécution des résolutions qui émaneront de ce forum national aidera à éviter les échecs de la "Conférence Nationale Souveraine" (CNS) de 1993. Un vaste soutien de la communauté internationale, particulièrement la France, la Libye, et les Etats-Unis, assurera sa réussite.
8. **Au sujet des limitations de l'Accord de Dakar:** Il se peut que le Groupe de Contact puisse persuader le Président Déby et le Président el Bashir d'arrêter d'abriter, d'armer et de soutenir les rebelles de l'autre pays ; mais dans un premier temps, cela n'éliminera pas les raisons qui favorisent la prise d'armes contre un régime.
9. **Au sujet des limitations de l'accord de Syrte entre quatre groupes rebelles et le gouvernement tchadien:** Cet accord insiste sur la réintégration de quatre mouvements armés dans le gouvernement sans aborder les raisons de fonds de l'instabilité au Tchad. Les combats ont recommencé depuis que l'accord a été signé, indiquant que l'accord ne résout pas les origines du conflit. Certains groupes rebelles,

comme l'Alliance Nationale (AN), ont eux-mêmes demandé la tenue d'un dialogue national inclusif.

10. Sur les limites de l'accord du 13 août 2007 au sujet des réformes électorales:

Etant donné que le Tchad fait partie des pays les plus corrompus (Fund for Peace, 2008), organiser des élections libres et transparentes avec le gouvernement actuel contrôlant tous les mécanismes étatiques est absolument impossible et inutile. Dans le passé, les élections ont été faussées, non pas à cause du processus électoral mais seulement parce que le procès-verbal des bureaux de vote avait été changé avant qu'il n'arrive à la Cour constitutionnelle. Le président du Comité de Suivi et d'Appui de l'Accord politique du 13 août 2007, Lol Mahamat Choua lui-même, a plaidé pour un forum national déclarant que cet accord « n'a de chance d'aller à son terme et de produire les effets escomptés que si nous œuvrons à l'élargissement de son champ, non seulement à la société civile, mais aussi aux mouvements politico-militaires... »